

ORDRE DU JOUR

**1 - Projet de Transfert de l'Activité
Domaine Achats Distribution Clients
(DADC) de la Direction des Achats
Groupe d'EDF vers ENEDIS**

Projet de création de l'Entité Ingénierie des Ilots Nucléaires « NICE », modalités de mise en œuvre et conséquences sociales (pour avis)

**2 - Projet de mise en place d'une
animation métier d'approvisionneur
à EDF SA**

Le nucléaire c'est une partie importante du MIX énergétique de demain. Oui, mais...

**3 - Consultation « politique
sociale de l'entreprise... »**

FO est résolument attaché à la filière nucléaire qui a toute sa place dans le Monde de demain face aux défis de l'accès à l'Énergie pour tous les peuples et de la lutte contre le réchauffement climatique.

**4 - Participation des employeurs
à l'effort de Construction**

Pour FO EDF doit se donner les moyens de rester un leader mondial tant du point de vue de la recherche que du point de vue de l'ingénierie et de l'exploitation.

5 - Stratégie Immobilière

Cet attachement de FO au succès d'EDF ne peut pour autant nous détourner des conditions faites aux agents. Pour FO, il est absolument nécessaire que le projet apporte la sécurisation des parcours professionnels sans laquelle la sérénité et la motivation ne pourront être garanties.

6 - Point « acquisition AREVA NP

À date, le montage proposé par la direction n'offre clairement pas toutes les garanties pour que FO valide le projet proposé.

**7 - Retour d'Expérience et projet
d'élargissement des missions de
la Force d'Action Rapide Nucléaire
(FARN)**

L'intégralité de la déclaration FO et plus de détails en pièces jointes.

1 - PROJET DE TRANSFERT DE L'ACTIVITÉ DOMAINE ACHATS DISTRIBUTION CLIENTS (DADC) DE LA DIRECTION DES ACHATS GROUPE D'EDF VERS ENEDIS (pour avis)

La CRE guidée par « la main invisible » du Marché poursuit le démantèlement du Service public et d'EDF.

C'est à la suite d'un « Procès-verbal » de la CRE, qu'une partie des Achats Groupe d'EDF va être transférée vers ENEDIS.

FO a demandé à la Direction d'EDF de retirer ce projet que rien ne justifie, qui est nocif pour l'efficacité économique et pour les agents en remettant en cause leurs parcours professionnels. NDLR Cette notion d'avantage acquis pose problème à pas mal d'agents que j'ai rencontrés – voir si les collègues confirment.

FO est intervenue pour souligner la nécessité d'une mesure générale incitative qui peut prendre la forme d'une prime – comme cela a pu être le cas dans des situations analogues.

La déclaration complète de la délégation est en pièce jointe.

2 - PROJET DE MISE EN PLACE D'UNE ANIMATION MÉTIER D'APPROVISIONNEUR À EDF SA

Principes de mutualisation des approvisionnements d'EDF SA à la DSP

Quand c'est flou...

Deux dossiers répondant à une décision Direction de juillet 2016, prévoient la mise en filière de l'activité « approvisionnement » d'ici 2020.

FO est intervenue pour souligner les nombreux flous qui subsistent dans les dossiers introductifs aux débats tant sur l'animation que sur la mutualisation : quelle est la cible d'organisation, comment y arriver, quelles compétences... ou encore sur le plan de formation ?

Le CCE ayant principalement une compétence économique, l'absence de volet économique précis nous laisse pantois.

Si nous, FO, sommes prêt à ouvrir le dialogue pour transformer cet avant-projet en réussite sociale, organisationnelle et économique, il faudra que la direction fasse autre chose que d'essayer de nous convaincre par de belles paroles.

À suivre dans les prochains CCE

La déclaration complète de la délégation est en pièce jointe

Restitution de l'expertise sur « la défaillance de l'équilibre offre/demande » (cabinet IED)

Ça pourrait « disjoncter »

Le cabinet IED souligne en préambule à la présentation de son expertise que la loi française n'a pas désigné de « responsable » de l'équilibre offre demande.

Par conséquent, c'est au seul « marché » que revient cette fonction.

Pour FO, il est clair que le marché et le recours massif aux ENR n'apportent aucune garantie sur la sécurisation des approvisionnements ni sur le maintien des prix à un niveau « raisonnable ». Le risque de coupure et de prix qui flambent est bien réel. Ce n'est malheureusement pas qu'un fantasme, comme le prouve déjà aujourd'hui l'exemple de l'Australie du Sud : cet État d'Australie au revenu moyen par habitant supérieur à celui de la France a connu un blackout fin 2016 et l'Office des Marchés de l'Énergie y prévoit dans les deux ans à venir, 125 jours de pénurie d'électricité et une grande probabilité de nouvelles coupures.

L'expertise rappelle que notre hiver 2017 n'est pas un hiver « référence ». Si rien n'est fait, nous passerons difficilement un hiver type 2012, nous ne passerons pas non plus des hivers du niveau de 1987 et 1985. Quant à un épisode hivernal du niveau de l'hiver 1956, « c'est la catastrophe ».

Pour FO, cette expertise démontre la nécessité de maintenir un mix énergétique moderne dans lequel les moyens de pointe du thermique à flamme permettent de compenser l'intermittence des ENR.

FO réitère sa demande d'un effort soutenu dans la R&D et l'investissement dans le parc de Production pour les maintenir écologiquement compatibles.

Prochains CCE les 31 mai et 1er juin